

[Text]

That I think was the extent of your question.

**Mr. Wenman:** Thank you very much for your very good answer.

**The Chairman:** Thank you, Madam Minister.

Before I give Mr. MacLaren the floor in relation to the question raised by Mr. Wenman, at the meeting of October 30, Mr. Lachance asked a number of questions relating to Canada's export of uranium and the date of the accession of these countries to the nonproliferation of nuclear weapons treaty. The reply has been sent to Mr. Lachance. I think copies have been sent to all members of the Committee. I would suggest, because of the pertinence of this question to the general discussion, that we might append it to the *Minutes* of tonight's meeting.

• 2115

Secondly, and in connection with Mr. Dionne's point of order, I had copies made of the document to which Mr. Wenman referred. They are available here. This is not a document of the Canadian government; it is in English only. I would suggest that the document too be appended to today's proceedings, if you would like to have it. Otherwise, copies are available here at the desk.

**Mr. Prud'homme:** We do not need to append it.

**The Chairman:** Very well. They are available to those who wish to see them. Thank you. Mr. MacLaren.

**Mr. MacLaren:** Thank you, Mr. Chairman. I wish the minister good luck in her efforts with her colleagues to secure for Canada a major increase, or a real increase, in our foreign aid program in the year ahead. I am sure all of us would want to see her succeed in that effort.

I have enjoyed the discussion this evening. I suppose one could refer to some points already made, for example, Miss Jewett's comment about NGOs, I think one might legitimately raise the question about the capacity of NGOs to absorb any major increase in foreign aid in the short run, and indeed about the abilities of evaluation an aid channel through NGOs.

But leaving aside the aid question, I wanted to speak for a moment to ask the minister about Zimbabwe Rhodesia and about Namibia. My understanding is that during the course of the discussions about Zimbabwe Rhodesia there has been a spectrum, as it were, of proposals about forces or personnel who might be assigned to an election-supervisory role, or indeed, a peacekeeping role in Zimbabwe Rhodesia, that at an earlier stage a proposal was brought forward for a United Nations force. That now seems to have been dropped and there are, as I understand it, two proposals, a more modest one for an election-supervisory group, and a broader one for some yet undefined, to my knowledge, peacekeeping force from the Commonwealth which would be put in place during the course of the transition period. I believe at Lasaka that the Prime Minister and the minister both indicated in some general way

[Translation]

Je pense avoir répondu à toutes vos questions.

**M. Wenman:** Je vous remercie beaucoup. Ces réponses ont été très intéressantes.

**Le président:** Merci, madame le ministre.

Avant de donner la parole à M. MacLaren, j'aimerais vous rappeler que, lors de la séance du 30 octobre, M. Lachance a posé un certain nombre de questions à propos des exportations canadiennes d'uranium et de la date à laquelle les pays acheteurs ont signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires. La réponse a été envoyée à M. Lachance. Je pense que tous les membres du Comité en ont reçu des exemplaires, vu l'intérêt que présente ce problème dans le cadre de nos discussions, je vous proposerais de joindre ce document en annexe au procès-verbal de la séance de ce soir.

En deuxième lieu, et en rapport avec le rappel au Règlement de M. Dionne, j'ai fait faire des photocopies du document auquel s'est reporté M. Wenman et ces copies sont disponibles ici. Il ne s'agit pas d'un document du gouvernement canadien et il est rédigé en anglais. Je propose que nous annexions ce document au procès-verbal de la séance, autrement vous pouvez en obtenir une copie au bureau ici.

**M. Prud'homme:** Nous n'avons pas besoin de l'annexer.

**Le président:** D'accord. Ceux qui en veulent des copies pourront les avoir. Merci. Monsieur MacLaren, vous avez la parole.

**M. MacLaren:** Merci, monsieur le président. Je souhaite au ministre bonne chance ainsi qu'à ses collègues dans leurs efforts pour que le Canada puisse voir son programme à l'aide extérieure s'accroître réellement au cours de l'année à venir. Je suis sûr que nous lui souhaitons tous des succès dans cet effort.

J'ai beaucoup apprécié les discussions que nous avons eues ce soir et je suppose qu'on pourrait revenir sur certains points qui ont déjà été exposés, par exemple sur les remarques faites par M<sup>lle</sup> Jewett sur la situation des organismes non gouvernementaux. On peut se demander jusqu'à quel point ces organismes sont capables d'accroître à courte échéance leur aide à l'étranger, enfin, jusqu'à quel point on peut se servir de ces organismes non gouvernementaux pour évaluer un moyen d'aide.

Mais laissant de côté cette question de l'aide, je voulais poser au ministre des questions sur la situation en Rhodésie Zimbabwe et en Namibie. Je crois comprendre, qu'au cours des pourparlers qui ont traité de la Rhodésie Zimbabwe, on a avancé tout un éventail, pour ainsi dire, des propositions pour désigner des forces ou un personnel pour surveiller le processus électoral, pour jouer en fait un rôle de maintien de la paix dans ces régions. Je crois comprendre qu'à une étape antérieure on avait préconisé une force des Nations unies pour jouer ce rôle. Il semble qu'on ait laissé tomber ces projets pour se limiter maintenant à deux propositions, soit une proposition plus modeste de créer un groupe de surveillance d'élection, et une autre d'un mandat plus vaste et pas encore entièrement défini visant à établir une force de maintien de la paix composé d'éléments du Commonwealth et qui serait mise sur pied au